L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS

Bureaux, No 73, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS

MARDI, 28 AOUT.

DIX-SEPTIEME ETAT ANNUEL

DE LA

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Crescent de la Nlle-Orléans.

Nlle-Orléans, 22 mai 1866.

Les Directeurs, conformément à la charte, soumettent l'état suivant des affaires de la Compagnie, le 30 avril 1866:

Primes d'incendie	$382,181 71	
Primes de marine	130,305 15	
Primes de rivière	566,340 30	
		$1,087,280 45
Montant des primes expirées		988,461 44
Pertes payées et estimées — Pertes d'incendie	$24,666 66	
Pertes de navires	79,361 05	
Pertes de rivière	249,343 30	
Escompte payé au lieu de scrip	79,762 57	
Taxes payées	15,182 34	
Réassurances payées	61,297 21	
Profits et pertes, dépenses générales, timbres, escompte en moins, &c.	145,166 60	
		676,730 21
Bénéfice net		$257,751 29
Montant des primes participant au dividende-scrip		484,711 00

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Billets garantis par hypothèques	$ 66,545 60
Billets garantis par actions	38,994 49
Effets	51,163 51
Propriétés foncières	60,000 00
Placé en bons consolidés et en bons de la ville	70,000 00
Placé en actions de banques	92,000 00
Scrip étranger et du pays, compte descrip	85,250 30
Compagnie du Dry Dock Vallette	1,875 00
Dû pour primes et en voie de perception	166,660 10
En caisse	287,430 82
	$947,180 36

Le tableau qui précède est exact et une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS A. ADAMS, Président.

HENRY V. OGDEN, secrétaire.

La Compagnie payera un intérêt de 6 pour cent comptant, sur tous ses certificats non payés de scrip aux porteurs légaux des dits certificats, à partir du deuxième lundi de juillet prochain.

Les Directeurs ont également déclaré un dividende-scrip de SOIXANTE pour cent sur les primes expirées et ayant droit de participer pour l'année expirée le 30 avril 1866, et il sera émis des certificats, pour le dit dividende à partir du premier lundi d'août prochain.

THOMAS A. ADAMS, Président.

SAMUEL H. KENNEDY, Vice-Président.

HENRY V. OGDEN, Secrétaire.

—DIRECTEURS—

Thos. A. Adams, Sam'l H. Kennedy, C. D. Buddecke, James J. Hanne, Sam'l B. Newman, A. Dutbill, P. H. Foley, Wm. Edwards, J. Norman Jackson, A. Obel, A. Thomson, A. B. Reading.

Compagnie d'Assurance de L'UNION DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Neuvième état annuel de la Compagnie d'Assurance de l'Union, publié ainsi que l'exigent la loi et sa charte.

Montant des primes reçues dans l'année expirée le 30 avril 1866—

Primes sur les risques d'incendie	$122,307 34	
des rivières	51,721 16	
des mers	50,556 75	
		262,607 43
En moins, primes remboursées		2,455 64
		260,232 44
Primes non expirées le 30 avril 1866		32,276 30
		292,509 74
Pertes payées dans la même période, savoir: Pertes par les incendies	$33,615 79	
sur les rivières	26,378 42	
sur les mers	25,474 43	
Total des pertes	85,236 68	
Ré-assurances	7,616 30	
Dépenses, intérêt sur le scrip et le profit, compte de pertes moins l'escompte et compte d'intérêt	74,391 25	
Taxes et Revenu interne	7,054 72	
Quinze pour cent remboursé	38,924 37	
En réserve, pour risques non expirés	39,647 12	250,871 44
Bénéfice net		$41,629 30

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Billets de capital	128,129 30
Prêts garantis par hypothèque	8,756 66
Prêts garantis	47,850 12
Effets pour primes	39,305 37
Actions, bons et autres garanties	125,998 83
En caisse	61,724 43
Comptes individuels pour primes	39,976 37
Propriétés foncières	19,507 73
	438,390 31

Le susdit tableau est une copie exacte, tirée des livres de la Compagnie.

A. CHIAPELLA, Président.

M. CRAWFORD secrétaire.

Etat de la Louisiane. Paroisse d'Orléans—Ville de la Nlle Orléans. Assermenté et signé pardevant moi, ce 9 mai 1866. S. MAGNER, notaire public.

Les Directeurs ont déclaré, en faveur des actionnaires, un dividende de seize piastres et un tiers par action. Ledit dividende sera porté au crédit du stock non payé.

Ils ont en outre résolu de payer SIX pour cent d'intérêt sur les certificats non payés de scrip, aux porteurs desdits certificats, à partir du lundi, 14 du courant.

La Compagnie continue d'assurer contre les pertes des mers, des rivières, et contre les pertes ou les avaries occasionnées par l'incendie, aux taux courants de prime, et remboursera vingt pour cent aux personnes qui se font assurer.

DIRECTEURS:

J. H. Elmer, L. F. Génères, A. Chiapella, R. W. Ogden, R. W. Adams, W. B. Schmidt, G. Kohn, J. J. Fernandez, J. A. Seignouret, A. Contin, Jno J. Adams, A. Brousseau, Vr Burthe, J. Goldstein, S. Saloy.

F. AUGUSTE vs. la goelette ADELAIDE, le capitaine et les propriétaires.

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans — No 17,116 — En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le JEUDI, vingt de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de:

La goelette ADELAIDE, ensemble avec ses voiles, amarres, &c., telle qu'elle se trouve aujourd'hui au Vieux Bassin, près de la rue des Marais.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

26 aout—30, 29, 6, 13, 20.

W. C. Budd vs. Joseph Stinson.

TROISIEME Cour de District de la Nouvelle-Orléans—No. 21,240.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI, dix-huit de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Deux terrains situés au faubourg Ste-Marie, dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet compris entre les rues Girod, du Camp, de St-Marie, et la rue Sud, Place Lafayette, désignés par les Nos. 1 et 2 sur un plan dressé par Alfred Forstall, lors déposé, voyer, daté 15 février 1832 et annexé à un acte au rapport de L. T. Caire, ci-devant notaire public en cette ville, en date du 5 mars 1832. [illegible]

Ensemble avec toutes les améliorations qui s'y trouvent, et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant, connus sous le nom de "Florence House."

[illegible]

Ensemble avec quatre cent cinquante [450] actions au capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane, garanties par hypothèque sur la dite propriété.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de James Jeter, suivant acte au rapport de A. Boudousquié, notaire public en cette ville, en date du 4 mai 1859.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—L'acquéreur assumera le paiement d'un billet à ordre en faveur de la Banque des Citoyens de la Louisiane de la somme de neuf mille piastres ($9,000) payable le 1er de juin prochain [1867], être conventionnellement aux termes de la charte de la dite banque et la balance du prix d'adjudication: Comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

18 aout—27—sept 4,11,18

Charles J. Leeds vs Louisiana Manufacturing Company.

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans.—Nos 17,391—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI quatre de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un îlet de terre situé dans le Quatrième District de cette ville, borné par les rues Pleasant, de la Levée, Harmonie et Water, ayant quatre vingt un pieds six pouces de face à la rue Pleasant, deux cent quarante six pieds sept pouces et six lignes de face à la rue de la Levée, quatre vingt dix sept pieds un pouce de face à la rue Harmonie et deux cent quarante neuf pieds neuf pouces et deux lignes de face à la rue Water.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, machines, installations, etc, droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant, droit à la batture et d'augmentation à icelle, sans exception, ni réserve aucune.

Cette propriété appartient à la défenderesse au moyen de l'acquisition qu'elle en a faite de W. R. Milbank & Co, suivant acte au rapport de W. L. Poole, ci-devant notaire public en cette ville, en date du 13 juin 1854 et 22 de septembre 1853.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans

4 aout—13,21,28—sept 4

Marie E. A. Trudeau, uxor vs. Marius S. Bringier, mar.

COUR DU QUATRIEME DISTRICT JUDICIAIRE, paroisse Ascension — No 1396. — En vertu d'un writ de fieri facias, à moi adressé par l'Honorable Cour du Quatrième District Judiciaire, Paroisse Ascension, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le VENDREDI sept de Septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un terrain situé dans le Premier District de la ville de la Nouvelle-Orléans, dans l'îlet borné par les rues Delord, du Camp, Peuyfarré et des Magasins, désigné par le No Sept, suivant plan dressé par E. Gothell, architecte, le 25 d'avril 1856, déposé en l'étude de Selim Magner, notaire public en cette ville, sous le No 8. Ledit terrain mesure quatre-vingt pieds un pouce de face à la rue des Magasins sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles, mesure américaine.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Léonce Burthe, suivant acte au rapport de Thos. J. Beck, notaire public en cette ville, en date du 12 mai 1856.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

8 aout—15,23,31—sept 7

BERTRAND SALOY vs. CHARLES SEUZENEAU

SIXIEME Cour de District de la Nouvelle-Orléans — No 18,349 — En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI, onze de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

1o—Un terrain situé au faubourg Washington, dans le Troisième District de cette ville, désigné par le No 7 de l'îlet No 7 borné par les rues Piété, d'Amour, Louisa et des Bons Enfants, [illegible]

2o—Un terrain situé dans l'îlet susdit, désigné par le No Six, [illegible]

3o—Deux terrains contigus situés dans l'îlet susdit, désignés par les Nos Huit et Neuf, [illegible]

Ensemble avec l'usage et le privilège de deux allées communes.

Ensemble, aussi, avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

11aout—20, 29 sept 4, 11

John M. Courtenay vs. le steamship Southern Star, Richard B. Leeds et al.

TROISIEME COUR de District de la Nlle-Orléans, No 21,236 — [illegible] je procéderai le JEUDI 13 de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de:

Le steamship SOUTHERN STAR, ensemble avec sa machine, ses agrès, &c, tel qu'il se trouve aujourd'hui [illegible] vis-à-vis de cette ville.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

[illegible]

Compagnie d'Assurance Mutuelle des Citoyens.

BUREAU, RUE CARONDELET, No 3.

Nlle-Orléans, 1er décembre 1865.

CONFORMEMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Montant des primes pour l'année expirée le 30 novembre 1865 ... $220,611 59

Savoir: Primes d'incendie	$142,506 65	
Primes de mer	54,783 42	
Primes de rivière	23,232 43	
En moins, primes non-expirées	20,383 00	
Primes remboursées	1,278 88	— 20,661 88
Primes inscrites		$199,949 66
Pertes payées, savoir: Sur les risques d'incendie	$38,216 57	
Sur les risques de mer	31,156 17	
Sur les risques de rivière	16,738 73	
	$86,113 46	
Réassurance	8,744 82	
Quinze pour cent remboursé	10,754 54	
Taxes et licences des Etats-Unis, de la ville et de l'Etat	10,073 82	
Frais, profits et pertes, intérêt de scrip, escompte et intérêt en moins	25,702 70	— 142,389 34
Montant net des primes participant		$ 48,559 00

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Dû pour primes, en voie de perception	$ 61,684 19
Effets pour primes	27,287 80
Placé en actions de chemins de fer	35,311 00
Placé en actions de banques	71,451 00
Placé en scrips de Compagnies d'Assurance Mutuelle	73,522 00
Prêts sur garanties	10,427 79
Prêts sur hypothèque	15,387 45
En caisse	29,988 02

Le susdit tableau est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

O. GAILLARD, président.

H. CASTAREDE, secrétaire.

Etat de la Louisiane, Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle Orléans. Assermenté et souscrit pardevant moi, ce 19 décembre 1865. SAMUEL MEYERS, Deuxième juge de paix dans et pour la paroisse d'Orléans.

Les directeurs ont résolu de payer, à partir du 9 février 1866, six pour cent d'intérêt sur les certificats de Scrip non encore payés; ils ont de plus déclaré un dividende-scrip de vingt-cinq pour cent sur le montant net des primes participant, pour l'année expirée le 30 novembre 1865 et il sera émis des certificats, pour ledit dividende, à partir du deuxième lundi de février prochain.

DIRECTEURS:

J. Lorber, J. Lemore, D'que Bouligny, A H D'Meza, John Gauche, Omer Gaillard, A. Miltenberger, J A Stauss, T Avendano, A Bidault, A Marquez, Jas A White, A Verlein De Grey.

VENTES JUDICIAIRES.

Earhart & Ferguson vs. Harvey Guild.—Les mêmes vs. les mêmes—Les mêmes vs. Harvey Guild et sa femme.

DEUXIEME COUR DE JUSTICE—Paroisse d'Orléans—Nos 8,821, 8,836 et 8,861—En vertu de trois writs de fieri facias à moi adressés par l'Honorable Geo. H. Braughn, juge de la Deuxième Cour de Justice, et du consentement des demandeurs et des défendeurs, je procéderai le samedi, 15 septembre 1866, à midi, au No 180, rue St-Charles, Premier District, à la vente à l'enchère publique, d'un lot de meubles de maison et du contenu d'un établissement d'appareils de gaz, tels que: bec de gaz et installations du toute description.

Saisis dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, en billets du Trésor des Etats-Unis.

JOHN C. KUZAC, Constable de la Deuxième Cour de Justice.

15 aout—15, 31; 15 sept.

JOHN B. SLAWSON vs. FELIX CLAVEL.

QUATRIEME Cour de District de la Nouvelle-Orléans—No 17,507—En vertu d'un writ de saisie-e vente à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le VENDREDI quatorze de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

DEUX CERTAINS TERRAINS situés dans le Deuxième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Broad, Dorgenois, Bienville et de la Douane. Lesdits terrains sont désignés par les numéros DIX-SEPT et VINGT ET UN, et ayant les dimensions suivantes, savoir: Le No Dix-Sept mesure trente pieds de face à la rue Broad, trente pieds sur la ligne derrière sur cent dix-huit pieds dix pouces et quatre lignes et demie de profondeur. Et le No Vingt-et-Un mesure vingt-neuf pieds huit pouces et cinq lignes de face à la rue de la Douane, les mêmes dimensions sur la ligne derrière, sur une profondeur de cent dix pieds, entre lignes parallèles.

Ensemble avec tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite du demandeur, suivant acte au rapport de R. J. Ker, notaire public en cette ville, en date du 11 juin 1862.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions: Comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

13 aout—22,31, sept. 7,14

Joseph Bazanac vs. Théophile Bertrand et John Hewlett, Jr.

SIXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 18,319—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI, onze de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un terrain situé au faubourg Tremé, dans le Deuxième District de cette ville, à l'angle nord des rues Dumaine et Tremé, [illegible]

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, [illegible]

Cette propriété appartient aux défendeurs au moyen de l'acquisition qu'ils en ont faite de Jules-Eugène Pinard, suivant acte au rapport d'Abel Dreyfous notaire public en cette ville, en date du 1er mai 1858.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Condition—Comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

11aout—20,29—Sept 4,11

Succession de feu HENRY MYERS, décédé.

DEUXIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 18,596—En vertu d'un ordre de vente rendu le 11 août 1866 et à moi adressé par l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le VENDREDI, quatorze de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique, pour le compte de la dite succession, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

1o—Un terrain situé au faubourg Tremé, dans le Deuxième District de cette ville, [illegible]

2o—Le dit terrain fait partie d'une portion de terre désignée par la lettre A, [illegible]

3o—Une certaine portion de terrain désignée par le No Trois, situé dans l'îlet ci-dessus décrit, [illegible]

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient à la dite succession au moyen de l'acquisition qu'il en a faite, suivant acte au rapport de O. Drouet, notaire public en cette ville, en date du 5 août 1861.

Les plans seront exposés à la Bourse quelques jours avant la vente.

Conditions—comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

13aout—13, 22, 31, sept.

Deux maisons basses, Nos 331 et 333, rue St-Philippe.

Successions de Thomas et Patrick Tormey.

—Vente pour opérer un partage—

No 27,021—Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans.

PAR C. E. GIRARDEY & CO.

Bureau No 17, Place de la Bourse.

SAMEDI, le 22 septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre les rues Canal et Douane, en vertu d'un ordre de l'Honorable P. E. Théard, agissant pour et pendant l'absence de l'Honorable John W. Thomas, juge de la Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, en date du 18 août 1866, il sera vendu, à l'enchère publique, pour le compte des successions de Thomas et Patrick Tormey décédés, les propriétés suivantes, savoir:

Deux lots de terre dans le Deuxième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues St-Philippe, Ursulines, Johnson et Galvez, désignés par les Nos 17 & 18, sur un plan par Bourgerot, le 29 avril 1841, déposé au Bureau de T. Seghers, notaire public, comme plan No 82 sud, mesurant, (mesure américaine), chacun 30 pieds de face à la rue St-Philippe, sur une profondeur entre lignes parallèles de 100 pieds. Les améliorations comprennent deux maisons basses en bois, une petite cuisine en deux étages, connues sous les Nos 331 & 333 rue St-Philippe.

Conditions de la vente—Moitié comptant, le reste à un crédit de 12 et 18 mois en billets garantis par hypothèque sur la propriété, portant intérêt de 8 pour cent au jour de la vente à l'échéance, et 5 pour cent de l'échéance à parfait paiement. Les améliorations devront être assurées et la police transférée aux termes des billets.

L'hypothèque entraîne la clause de 5 pour cent, pour honoraires d'avocat, dans le cas où il faudrait procéder judiciairement pour recouvrer le montant des billets. Les billets devront être divisés au gré des parties. Les actes de vente et les timbres de revenu interne aux frais des acquéreurs, pardevant P. Coudrain, notaire public.

19 aout—septembre—1,9,22

Vente par le Shérif de la Paroisse d'Orléans à l'effet d'opérer un partage,

MARIE WILHELMINE STEISSMEIER, épouse de Courad Frederick Steissmeier et als vs la dame Louisa REINKING, épouse de Courad S. Reinking et als.

Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans—No 27,143.

(ACTION EN PARTAGE.)

EN vertu d'un décret rendu et signé le 27 de juillet 1866, et à moi adressé par l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le vendredi, 31 d'août 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à l'effet d'opérer un partage, à la vente publique et adjudication des propriétés dont description suit:

1o. Un terrain situé au faubourg Tremé, dans le Deuxième District de cette ville, désigné par le No deux, d'après un plan dressé par Voilquin, ci-devant arpenteur, daté du 15 juin 1858, dans l'îlet borné par les rues Villeré, Dumaine, Ste Anne et des Marais.

Le dit terrain mesure vingt-neuf pieds trois pouces et quatre lignes de face à la rue Villeré, vingt-neuf pieds un pouce et trois lignes de largeur sur la ligne du fond, sur cent vingt-sept pieds dix pouces de profondeur.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, [illegible]

Acquis par feu Wilhelm Steppenhagen de George W Sherutt, suivant acte au rapport de E. L. Lewis, ci-devant notaire public en cette ville, en date du 27 mai 1862.

2o—Un terrain situé dans le Quatrième District de cette ville, [illegible]

3o—Une étendue de Terre située dans la paroisse de Livingston [illegible]

Les plans de ces propriétés seront exposés à la Bourse quelques jours avant la vente.

Conditions—Pour la terre située dans la paroisse de Livingston, comptant, au moment de l'adjudication. —Pour les propriétés situées dans la paroisse d'Orléans: Un tiers du prix payable comptant et la balance en deux sommes d'égal montant à un et deux ans, du jour de l'adjudication, [illegible]

Les actes de vente, ainsi que les timbres de revenu aux frais des acquéreurs.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

20 juillet—aout 8,16,24,31

WALLACE & Co (RICHARD J. HENNESSEY, cessionnaire) vs. LE BATEAU A VAPEUR ROSALIE JUDSON & AL.

TROISIEME COUR de District de la Nouvelle Orléans—No 21,268—En vertu d'un ordre de vente rendu le 26 juin 1866 et à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le VENDREDI, [illegible] à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, [illegible] dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de:

Le bateau à vapeur ROSALIE JUDSON, ensemble avec sa machine, ses meubles, etc., tel qu'il se trouve aujourd'hui dans le fleuve Mississipi, sur la rive gauche, près des [illegible] à Tabac, Troisième District de cette ville.

Séquestré dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

14 aout—23, 31—sept 7, 14

Compagnie d'Assurance MUTUELLE DES MARCHANDS.

DOUZIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Montant des primes pour l'année expirée le 31 mai 1866, y compris les primes non expirées de l'année précédente:

Sur les risques d'incendie	$ [illegible]	
Sur les risques de rivières	671,156 [illegible]	
Sur les risques de mer	257,258 [illegible]	
Total des primes		$1,704,564 [illegible]
En moins—Primes non expirées le 31 mai 1866	$ 271,315	
Primes remboursées	26,100 56	
		$298,464 [illegible]
Montant net des primes du 31 mai 1866		$1,406,099 [illegible]
Pertes payées pendant l'année: Sur les risques d'incendie	$ [illegible]	
Sur les risques de rivières	388,591 [illegible]	
Sur les risques de mer	281,088 [illegible]	
	$ [illegible]	
Taxes	20,264 17	
Réassurances, Profits et Pertes	175,690 [illegible]	
Remboursé, 10 et 15 pour 100	76,309 76	
		$1,000,166 [illegible]
		$405,933 [illegible]
Intérêts, moins dépenses		2,510 27
Bénéfice net		$407,836 [illegible]
Montant net des primes au 31 mai 1866		$1,512,685 [illegible]
Moins montant des primes sur lesquelles il a été remboursé 10 et 15 p 100		527,955 [illegible]
Montant des primes participant aux profits		[illegible]

L'actif de la Compagnie est comme suit:

En caisse	$ [illegible]
Propriétés foncières	147,091 [illegible]
Billets garantis par hypothèques	[illegible]
Billets garantis par nantissements	[illegible]
Billets à recevoir	[illegible]
Actions de Banques	[illegible]
Primes en voie de perception	[illegible]
Scrip d'autres Compagnies mutuelles	[illegible]
Bons de l'Etat de la Louisiane	[illegible]
Actions de la Presse "Levee Steam"	[illegible]
Actions du Dry Dock Vallette	4,375 00
Actions de la Compagnie du Gaz	[illegible]
Bons de la ville	94,434 [illegible]
	$1,504,083 [illegible]
En moins: Intérêts dûs et non réclamés	$21,871 06
Intérêts à payer en juillet	34,169 [illegible]
	$55,547 44
Scrip de 1858 payable en juillet	155,863 00
Primes non échues le 31 mai 1866	291,315 00
	$502,758 44
Actif net	$1,101,563 91

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse d'Orléans.

Nouvelle-Orléans, 5 juin 1866.

[illegible] souvienne que le cinq juin 1866, pardevant moi soussigné, juge de paix dans et pour la dite paroisse, sont présentés John Pemberton, président, et P. Fourchy, secrétaire de la Compagnie d'Assurance Mutuelle des Marchands, lesquels ayant été dûment assermentés, conformément à la loi, ont déclaré que le tableau ci-dessus est une copie exacte des livres de la Compagnie.

JOHN PEMBERTON, Président.

P. FOURCHY, Secrétaire.

Assermenté et signé devant moi, ce — juin 1866.

PAUL W. COLLENS, Troisième juge de paix.

A une assemblée des Directeurs, tenue le 5 juin 1866, il a été résolu de déclarer un dividende, ou scrip, de QUARANTE POUR CENT sur les primes nettes de l'année, pour lequel des certificats de scrip seront émis le premier août prochain. Il a été aussi résolu de payer, le second lundi de juillet prochain, la balance due sur l'émission de scrip de l'année 1858 et six pour cent d'intérêt, en billets courants, sur tous les scrips mis par la Compagnie.

DIRECTEURS.

John Pemberton, Ed. Dupasseur, Pierre Fouts, David McCord, Chs. Sagory, F. Marpero, S. Z. Relf, J. Morgan Ha[illegible], J. J. Fernandez, L. F. Génères, M. Puig.

6juin—30t

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun.

BUREAU DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE DU SUN.

DIXIEME ETAT ANNUEL

Pour l'année expirée le 31 décembre 1865.

Montant des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1865, savoir:

Sur les risques d'incendie	$190,066 73	
Sur les risques de mer	65,422 67	
Sur les risques de rivière	247,666 37	
		$503,163 7[illegible]
Risques non expirés le 31 décembre 1864		39,709 00—542,872
A déduire: Risques non expirés le 31 décembre 1865	65,313 00	
Primes remboursées le 31 décembre 1865	3,344 64	— 66,657 64
Montant net de primes le 31 décembre 1865		$476,184 65
Pertes payées dans la même période: Sur les risques d'incendie	$34,740 62	
Sur les risques de mer	75,222 23	
Sur les risques de rivières	66,325 56	—176,345 43
A ajouter: Réassurement	34,840 44	
Escompte de quinze pour cent	75,144 19	
Dépenses, taxes, etc, escompte en moins, et intérêt	31,183 14	
Profits et pertes, etc: Perte sur l'actif	131,933 05	—449,435 34
Balance		$35,749 30

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Placés en bons de la ville et de l'Etat	$ 356,664 [illegible]
Placés en actions de Banque et de Gaz	211,700 00
Prêts sur garantie	112,300 00
Effets pour primes	41,881 21
Primes dues et en voie de perception	26,455 64
Scrip de compagnies d'assurance mutuelle	19,400 00
Monnaie n'ayant pas cours	3,720 7[illegible]
En caisse	169,655 67
Total de l'actif	$1,138,274 60

Le susdit tableau est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS SLOO, Président.

JAMES EDWARDS, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse d'Orléans, ville de la Nelle-Orléans. Assermentés et signés pardevant moi, ce 17 janvier 1866. SAMUEL MYERS, Deuxième Juge de Paix dans et pour la Paroisse d'Orléans.

L'intérêt de six pour cent sur les certificats de scrips non encore payés sera payé à partir du 12 février prochain.

THOMAS SLOO, Président.

JOHN O. GAINES, Vice Président.

JAMES EDWARDS, Secrétaire.

DIRECTEURS.

John G. Gaines, H. T. Lonsdale, John C. Ricks, Sumpter Turner, E. J. Hart, B. Bisco, J. H. Stauffer, P. Bree, Henry Renshaw, Théo. A. James, Thomas Sloo, J. C. Barrett.

19janv—6m

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nlle Orléans.

SIXIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à sa Charte, la Compagnie publie l'état suivant:

Montant des primes non expirées au 31 décembre 1864		$74,778 0[illegible]
Primes reçues dans l'année expirée le 31 décembre 1865: Sur les risques d'incendie	$195,128 27	
Sur les risques de mer	38,825 05	
Sur les risques de rivières	67,692 41	
		301,641 73
Total des primes		$376,414 78
En moins: Primes non expirées le 31 décembre 1865	$93,394 00	
Primes remboursées	3,384 67	
		96,668 67
Montant net des primes		$279,746 06
Pertes: Sur les risques d'incendie	$54,429 00	
Sur les risques de mer	39,634 65	
Sur les risques de rivières	51,744 19	
	$126,788 13	
Taxes	13,170 19	
Réassurance	5,830 00	
Dépenses générales, intérêts en moins	16,471 77	
Intérêt de scrip	21,908 00	
		186,731 97
Bénéfice net		$93,014 09

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Effets pour primes	$6,505 98
Billets garantis par nantissement et hypothèque	113,548 38
Dû pour primes en voie de perception	73,076 71
Actions de la Compagnie du Gas, bons de l'Etat de la Louisiane, de la ville et autres bons	161,000 00
Scrip de différentes compagnies d'assurance	102,000 00
Propriétés foncières	26,314 45
En caisse	77,065 67
	560,207 [illegible]
En moins intérêt non réclamé sur scrip	$6,668 20
Intérêts payables sur scrip	21,936 00
Réclamations non encore réglées	13,300 00
	41,000 00
	$518,300 27

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

Qu'on se souvienne qu'aujourd'hui, 9 janvier 1866, pardevant moi, soussigné, notaire public, dans et pour la susdite paroisse, se sont présentés Jules E. Tuyes, Président, et J. W. Hincks, Secrétaire, de la compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nouvelle-Orléans, à la Nlle-Orléans—lesquels ayant été dûment assermentés conformément à la loi, ont déclaré que le susdit tableau est exact et une copie exacte tirée des livres de la compagnie.

J. TUYES, Président.

J. W. HINCKS, Secrétaire.

Assermentés et signé pardevant moi, ce 9 janvier 1866. P. CHS. CUVELLIER, Notaire Public.

Les directeurs ont résolu de déclarer un dividende-scrip de trente pour cent sur le montant net des primes de la compagnie pour l'année expirée le 31 décembre 1865 et il sera émis pour ce dividende, des certificats à partir du 2 avril prochain.

L'intérêt de six pour cent dû sur les certificats (non encore payés) de profit, sera payé aux détenteurs en 2 leurs ayants-cause, à partir du deuxième lundi de mars.

—DIRECTEURS—

A. Rocheraux, J. M. Caballero, G. W. Babcock, Wm Steven, George Urquhart, Jos. Deynoodt, J. A. White, Chs. Lafitte, W. F. Vredenburgh, J. M. Lapeyre, T. Bailly Blanchard Jr., Jules Tuyes.

Compagnie d'Assurance Mutuelle DE LA LOUISIANE,

Au coin des rues Camp et Gravier.

DOUZIEME ETAT ANNUEL.

Conformément à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Total des primes pour l'année expirée le 28 février 1866		$955,549 64
Savoir—primes d'incendie	$396,485 48	
do de marine	150,702 71	
do de rivières	380,361 45	
		$903,549 60
En moins, primes remboursées	$ 3,984 05	
do primes non expirées	51,680 00	
		$55,664 05
Montant net des primes		$848,001 61
PERTES PAYEES. Pertes par l'incendie	$66,345 64	
Pertes sur mer	131,366 88	
Pertes sur les rivières	215,198 82	
	$ 412,933 36	
Réassurance	56,229 24	
Dépenses générales, taxes, intérêt, profits et pertes	146,913 13	
		604,015 73
Bénéfice net		$244,015 —

L'actif de la Compagnie est comme suit: Placé en propriétés foncières	$37,660 68
Placé en hypothèques sur propriétés foncières	36,382 50
Placé en bons de la ville et autres	100,180 00
Placé en actions de banques	165,180 00
Placé en scrip de compagnies d'assurance	119,464 00
Prêts garantis	12,450 00
Effets	30,204 51
Primes en voie de perception	137,361 15
En caisse	204,149 2[illegible]
	$877,865 [illegible]

Le tableau qui précède est une copie tirée des livres de la Compagnie.

CHARLES BRIGGS, Président.

J. P. ROUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle Orléans. Assermenté et souscrit devant moi, ce 10 mars 1866. EDMOND MEUNIER, Troisième juge de paix de la paroisse d'Orléans.

Les Directeurs ont résolu de déclarer un dividende-scrip de trente-cinq pour cent sur le montant net des primes participant pour l'année expirée le 28 février 1866, et il sera émis des certificats pour ledit dividende scrip à partir du 2 juillet prochain.

Les certificats-scrip émis pour l'année 1859 seront payés et il sera payé en outre six pour cent d'intérêt, sur tous les certificats de scrip non encore payés, le deuxième lundi de mai 1866, aux porteurs desdits certificats ou à leurs ayants-cause.

CHARLES BRIGGS, Président.

A. CARRIERE, Vice Président.

J. P. Roux, Secrétaire.

DIRECTEURS.

Charles Briggs, Archibald Montgomery, Ant. Carriere, Henry J. Voss, George A. Fosdick, Jos. Jackson, Henry Fischer, E. Marquez, B. Brugier, Alfred Dolhonde, E. Cramer, Charles Welsham, Charles Lafitte, A. Lecourt, John S. Mannell, Frank Williams, P. Anderson, Thomas Byrne, Alfred Kearny, John Thornhill, A. R. Montgomery, W. A. Violett, A. Fusioche, D. Piaggio, A. P. Noblom, Hugh McDonald, Geo. W. Dunbar, Harlow J. Phelps, R. F. Stockmeyer, Wm. M. Pinckard, George W. Hynson, Henry H. Bryan, L. Woodbridge.

Dr. J. A. Cantrelle

RESUMES actively the practice of his profession. Residence—Congress street, No. 26, between Champs (formerly Moreau) and Royal (formerly Casacalvo).

VENTES JUDICIAIRES

Dame MAGDELEINE QUENO, veuve de feu James Buss vs. JOSEPH-JEAN-BAPTISTE EMILE FOUCHET.

CINQUIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 15,992—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le SAMEDI huit de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un Terrain situé dans cette ville, sur le bayou St Jean, et faisant partie de l'ancienne habitation connue sous le nom de "Briqueterie Queno".

Ledit terrain est désigné par le Numéro Cinq de l'îlet Numéro Huit, d'après un plan dressé par J. A. D'Hémécourt, alors voyer de la Municipalité No 3, le 17 de mars 1849 et déposé en l'étude de Joseph Lisbony, alors notaire public en cette ville, pour recours.

Ledit îlet No Huit est compris entre les rues Colombus, Labarpe, Rochebleve et Dorgenois. Le dit terrain a, conformément au dit plan, trente deux pieds de face, sur cent cinquante huit pieds de profondeur.

Ensemble avec toutes les améliorations qui s'y trouvent, droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de la demanderesse suivant acte au rapport du dit notaire Lisbony, en date du 19 mars 1852.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

7 aout—16,24, septembre 1, 8

THOS. SCHORR vs PETER OBERDECK.

TROISIEME JUSTICE DE PAIX de la Paroisse d'Orléans, No 546—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'honorable Paul W. Collens, Troisième Justice de Paix, dans et pour la Paroisse d'Orléans, je procéderai le lundi, 24 de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un terrain dans l'îlet borné par les rues Music, Amour, Bons-Enfants et Poets, dans le Troisième District de cette ville et désigné par le No 1, d'après un plan fait par L. Surgi, le 10 d'octobre 1836 et déposé dans l'office de Louis Feraud, ci-devant notaire en cette ville, sur le livre de plan No 17.

Le dit terrain mesure (mesure française), 35 pieds de face à la rue Music, sur 60 pieds de profondeur entre lignes parallèles, avec toutes les améliorations et bâtisses qui s'y trouvent.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant en billets du Trésor.

ARTHUR LANGE, Constable.

25 aout - 2 et 24 sept

CHARLES A. GAYARRÉ, Jr., vs. MICHAEL HUGHES & ARTHUR BELANGER.

QUATRIEME Cour de District de la Nlle-Orléans—No 17,601—En vertu d'un writ de saisie et de vente à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nlle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI, dix-huit de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

UNE PROPRIETE située au faubourg Darcantel, dans le Troisième District de cette ville, consistant en un îlet de terre, désigné par le No Vingt-deux, et borné par les rues des Français, de l'Union, Pélopidas et Livingston, ayant trois cent vingt pieds de face à chacune des rues des Français et de l'Union, et trois cent neuf pieds onze pouces de face à chacune des deux autres rues, suivant plan dressé par P. Gilbert, déposé en l'étude de Carlile Pollock, ci-devant notaire public en cette ville.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient aux défendeurs au moyen de l'acquisition qu'ils en ont faite de John Lucland, suivant acte au rapport de Joseph Cuvillier, notaire public en cette ville, en date du 22 de juillet 1865.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

17aout—26, sept 1, 10, 18

Henry Larquié vs. B. Cohn & H. Levy.

SIXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans — No 18,041 — En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI, dix huit de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

1o Un terrain situé dans le Quatrième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Washington, Fulton, Quatrième et Rousseau. [illegible]

2o—Un terrain désigné par le No vingt et un [illegible]

3o—Et d'une longue ou portion de terre mesurant deux pieds quatre pouces de face à la rue Quatrième [illegible]

La dite longue ou portion de terre a été prise du terrain, No vingt-deux du dit plan, du côté du No vingt et un, et a été acquise de Henry Weber suivant acte au rapport de J. D. Coffey, notaire public, en date du 26 août 1858.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Appartenant au défendeur Hayman Levy et saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans

17 aout—25—sept 1,10,18

Adélaide Vivant vs William Francis—Wm S Benedict vs. le même—Nos 20,259 et 20,073.

TROISIEME Cour de District de la Nlle Orléans.—En vertu de deux writs de saisie et vente adressés par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans les affaires ci-dessus, à Charles Bienvenu, ci-devant shérif et par celui-ci à mes transférés, je procéderai le SAMEDI, quinze de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Trois certains terrains situés dans le Deuxième District de cette ville, dans l'îlet désigné par le No trois, compris entre les rues du Quartier, Dorgenois, Rochebleve et de l'Hôpital. [illegible]

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, [illegible]

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Charles-Etienne Choisey, de cette ville, suivant acte au rapport de Richard Brennan, notaire public en cette ville, en date du 8 mai 1856.

Le plan de cette propriété sera exposé à la Bourse quelques jours avant la vente.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif.

1er aout—10,18,25—Sept 1er de la Paroisse d'Orléans

H. W. KALKE vs le steamship Southern Star le capitaine et les propriétaires.

SIXIEME COUR de District de la Nouvelle Orléans—No 18,407—En vertu d'un writ de saisie à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nlle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le VENDREDI TRENTE ET UN D'AOUT 1866, à cinq heures du soir, à mon entrepôt, situé rue Jefferson, No 25, dans le Quatrième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de:

Certaines provisions provenant dudit steamship et consistant en Viandes de Bœuf, de Porc, &c., suivant inventaire de poste en mon bureau pour recours.

Conditions — Cette criée étant la seconde et dernière, lesdites provisions seront définitivement adjugées au plus offrant et dernier enchérisseur, quel que soit le prix offert, à douze mois de crédit. L'acquéreur fournira son bon ou obligation, avec caution bonne et solvable, portant intérêt au taux de cinq pour cent l'an de la date, jusqu'à parfait paiement.

Le dit acquéreur paiera au comptant, en sus du dictum, les frais d'annonces, de timbre de revenu, du shérif et du greffier, &c., s'élevant à la somme de $ [illegible] environ.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

30 aout—25,23,31

La Banque des Citoyens de la Louisiane vs. Pierre-Jean Aromi.

DEUXIEME Cour de District de la Nouvelle Orléans—No 27,137—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, vingt-neuf de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Deux terrains situés au faubourg Washington dans le Troisième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues de la Levée, Elmire, Moreau et du Congrès, désignés par les Nos. Un et Deux, d'après un plan dressé par J. A. Fueyo, ci-devant arpenteur, le 19 de mars 1844. [illegible]

Ensemble avec trente [30] actions au fonds capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane, garanties par hypothèque sur la dite propriété.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui se trouvent sur les dits terrains et tous les droits à la batture, en face de la dite propriété.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Joseph Marrero, suivant acte au rapport de Ad. Boudousquié, notaire public en cette ville, en date du 8 d'avril 1855.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions — L'acquéreur fournira deux stock notes, en faveur de la Banque des Citoyens de la Louisiane, de la somme de six cent soixante-douze piastres (672) chacun payables respectivement le 1er décembre 1866, fixé ou renouvelables conformément aux termes de la charte de la dite Banque. [illegible]

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

7aout—7, 16, 24; 1, 8 sept.

SUCCESSION DE FEU SAMUEL Y. THOMAS, Décédé.

DEUXIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans, No 18,812—En vertu d'un ordre de vente rendu le 22 d'août 1866 et à moi adressé par l'honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI, vingt cinq de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, pour le compte de la dite succession, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Une portion de terre située au faubourg de Rellig cases, dans le Quatrième District de cette ville, dans l'îlet compris entre les rues St-André, Ste Marie, Laurel et Live Oak, [illegible]

La dite portion de terre mesure, mesure américaine, vingt cinq pieds de face à la rue St-André, sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles et est à prendre du côté de la rue Live Oak.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui se trouvent sur la dite portion de terre.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

24 aout—1, 10, 19 et 25 sept

MONITION DU MARSHAL DES ETATS-UNIS.

Les Etats-Unis contre la barque anglaise MARIA, et dix octaves d'absinthe.

A LA COUR DE DISTRICT DES ETATS-UNIS pour le District Oriental de la Louisiane—No 8529—Conformément à un mandat d'amirauté qui m'a été adressé dans le susdit procès, j'ai saisi et pris possession de la barque anglaise MARIA, ses agrès, équipement, etc., entre les mains de M. Wm. F. Kellogg, collecteur du port, dix octaves d'absinthe — lesquels sont maintenant séquestrés par les Etats-Unis d'Amérique pour les causes indiquées à la Cour de District des Etats-Unis—

J'avertis, par les présentes, le ou les propriétaires des susdits, et toute personne ayant, ou prétendant avoir un droit ou intérêt quelconque dans les dites propriétés, de se présenter dans une cour de District des Etats-Unis, pour le susdit District (laquelle siégera dans la ville de la Nlle-Orléans), le troisième mandi qui suivra la présente date ou avant cette époque, de faire savoir les raisons, si raisons il y a, pour lesquelles les dites propriétés ne seraient point condamnées et vendues, conformément à la demande.

BUREAU DU MARSHAL DES ETATS-UNIS, Nouvelle-Orléans, le 17 août 1866.

CUTHBERT BULLITT, Marshal des Etats-Unis.

18aout—28 sept5

ETAT DE LA LOUISIANE—Troisième Cour de District—Je certifie, par la présente, que le 20 juin 1866 il a été rendu jugement dans cette Cour dans l'affaire ci-dessous, dans les mots et chiffres suivants, à savoir—No 21,205—Evelina Schmidt, épouse de J. M. Broadwell vs. son mari.—Cette affaire ayant été soumise à cette Cour sur les plaidoiries et sur l'évidence et la Cour considérant que la loi et l'évidence sont en faveur de la demanderesse, il est ordonné, adjugé et décrété qu'il soit rendu jugement en faveur de la demanderesse, Mme Evelina Schmidt, épouse de J. M. Broadwell, [illegible]

E. T. FELLOWES, juge.

En témoignage de quoi, j'ai apposé ma signature et le sceau de la dite Cour, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, ce 10me jour de juillet de l'an de Notre Seigneur mil huit cent soixante six et la 91ème année de l'Indépendance.

J. B. CHALON, député greffier.

INSURANCES.

SEVENTEENTH ANNUAL STATEMENT OF THE

Crescent Mutual Insurance Company of New Orleans.

NEW ORLEANS, MAY 22, 1866.

The Trustees in conformity to the Charter, submit the following statement of the affairs of the Company, on the 30th day of April, 1866.

Fire Premiums	$382,134 71	
Marine	128,805 15	
River	566,340 30	
		$1,087,280 45
Amount of Earned Premiums		988,461 44
Losses paid and estimated: Fire Losses	$ 24,666 16	
Marine	79,361 05	
River	249,343 30	
Paid discount in lieu of scrip	79,762 57	
Paid Taxes	15,182 34	
Paid reinsurance	61,297 21	
Profit and Loss, interest, General Expenses, Stamps, less Discount, &c	145,166 60	
		676,730 21
Net Profits		$257,731 23
Amount of Premiums to participate in Scrip Dividend		$484,711 00

The Company have the following Assets:

Notes secured by mortgage	$ 66,445 60
Loans on pledge of stocks	38,994 49
Bills Receivable	51,153 51
Real Estate	60,000 00
Invested in Consolidated and City Bonds	70,000 00
Invested in Bank Stocks	92,000 00
Foreign and Domestic Scrip and Scrip Account	85,250 30
Vallette Dry Dock Company	1,875 00
Due for Premiums in course of collection	166,640 10
Cash on hand	287,430 82
	$947,180 3[illegible]

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS A. ADAMS, President.

HENRY V. OGDEN, Secretary.

PARISH OF ORLEANS, City of New Orleans. Sworn to and subscribed before me this 23d day of May, 1866. G. H. BRAUGHN, Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

The Company will pay interest at 6 per cent. in cash on all its Outstanding Certificates of Scrip to the legal holders thereof, on and after the second Monday in July next.

The Board of Trustees have also declared a Scrip Dividend of SIXTY per cent. of the earned premiums entitled to participation for the year ending April 30th, 1866; for which certificates will be issued on and after the second Monday in August next.

THOMAS A. ADAMS, President.

SAMUEL H. KENNEDY, Vice-President.

HENRY V. OGDEN, Secretary.

—TRUSTEES.—

Thos. A. Adams, Sam'l H. Kennedy, C. T. Buddecke, James J. Hanne, Sam'l B. Newman, A. Dutbill, P. H. Foley, Wm. Edwards, J. Norman Jackson, A. G. Obe, A. Thomson, A. B. Reading.

my23 2m

Sun Mutual Insurance Company

OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE CO. New Orleans, 61 Camp street.

TENTH ANNUAL STATEMENT FOR THE YEAR ENDING DECEMBER 31, 1865.

Amount of Premiums for the year ending December 31, 1865, viz: On Fire Risks	$190,066 73	
On Marine Risks	65,422 67	
On River Risks	247,666 37	
		$503,163 77
Unterminated Risks, December 31, 1864		39,709 00—542,872 3
Unterminated Risks, December 31, 1865	65,343 00	
Return Premiums Dec 31, 1865	3,344 64	—66,687 65
Net Earned Premiums December 31, 1865		$476,184 65
Losses paid during the same period, viz: On Fire Risks	$34,740 62	
On Marine Risks	75,282 23	
On River Risks	66,322 56	—176,345 4[illegible]
Add Reinsurance	34,840 44	
Fifteen per cent. Discount	75,144 19	
Expenses, Taxes, etc, less Discount and Interest	31,182 14	
Profit and Loss, etc., Loss on Assets	131,933 05	—449,435 34
Balance		$35,749

The Company have the following assets, viz:

Invested in City and State Bonds	$356,664 [illegible]
Invested in Bank and Gas Stocks	211,700 00
Loans on Pledge	112,300 00
Bills receivable for Premiums	41,881 21
Premiums Due in course of Collection	26,455 64
Scrip of Mutual Insurance Companies	19,400 00
Uncurrent Funds	3,720 7[illegible]
Cash in Bank	169,655 67
Total amount of assets	$1,138,274 60

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the company.

THOMAS SLOO, President.

JAS. EDWARDS, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans. Sworn to and subscribed before me, this seventeenth day of January, 1866. SAMUEL MYERS, Second Justice of the Peace in and for the Parish of Orleans.

The interest of SIX PER CENT. on the Outstanding Certificates of Scrip will be paid on and after the 12th day of February next.

THOMAS SLOO, President.

JNO. O. GAINES, Vice-President.

JAMES EDWARDS, Secretary.

—DIRECTORS:—

Jno. O. Gaines, H. T. Lonsdale, Jno. C. Ricks, Sumpter Turner, E. J. Hart, B. Bisco, J. H. Stauffer, P. Bree, Henry Renshaw, Theo. A. James, Thos. Sloo, J. C. Barrett.

jan18 dtf

Louisiana Mutual Insurance Co.,

CORNER OF CAMP AND GRAVIER STREET

TWELFTH ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their charter the Company publish the following statement:

Total premiums for the year ending 28th February, 1866		$955,549 64
Viz—Fire Premiums	$396,485 48	
Marine do.	150,702 71	
River do.	380,361 45	
Less Return Premiums	$3,984 05	
Less Unterminated Premiums	51,680 00	$55,664
Net earned Premiums		$848,001 61
Losses paid, viz—Fire Losses	$66,345 61	
Marine Losses	131,366 88	
River Losses	215,198 82	
	$412,933 36	
Reinsurance	56,229 24	
General Expenses, Taxes, Interest and Profit and Loss	146,913 13	
		604,0[illegible]
Net Profits		$244,015 [illegible]

The Company have the following Assets, viz—

Invested in Real Estate	$ 37,663 68
Invested in Mortgages on Real Estate	36,382 50
Invested in City and other Bonds	101,180 00
Invested in Bank Stocks	165,180 00
Invested in Scrip of Insurance Companies	119,464 00
Loaned on Pledges	12,450 00
Bills Receivable	30,204 51
Premiums in course of collection	137,361 15
Cash on hand	204,149 21
	$877,865 [illegible]

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

CHARLES BRIGGS, President.

J. P. ROUX, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans. Sworn to and subscribed before me, this 24th day of March, 1866. EDMOND MEUNIER, Third Justice of the Peace, for the Parish of Orleans.

The Board of Trustees have resolved to declare a Scrip dividend of thirty-five per cent. on the net earned participating premiums for the year ending 28th February, 1866, for which certificates will be issued on and after the 2d day of July next.

The Scrip Certificates issued for the year 1859 will be redeemed, and 6 per cent. interest on all outstanding Certificates of Scrip will be paid on the second Monday of May, 1866, to the holders thereof, or their legal representatives.

CHARLES BRIGGS, President.

A. CARRIERE, Vice-President.

J. P. ROUX, Secretary.

TRUSTEES.

Charles Briggs, Archibald Montgomery, Ant. Carriere, Henry J. Voss, George A. Fosdick, Jos. Jackson, Henry Fischer, E. Marquez, B. Brugier, Alfred Dolhonde, E. Cramer, Charles Welsham, Charles Lafitte, A. Lecourt, John S. Mannell, Frank Williams, P. Anderson, Thomas Byrne, Alfred Kearny, John Thornhill, A. R. Montgomery, W. A. Violett, A. P. Noblom, D. Piaggio, George W. Dunbar, Hugh McDonald, R. F. Stockmeyer, Harlow J. Phelps, Geo. W. Hynson, Wm. M. Pinckard, Henry H. Bryan, L. Woodbridge.

mh22 tf

N. O. Mutual Insurance Company OF NEW ORLEANS.

SIXTH ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their charter the Company publish the following statement:

Amount of Premiums unearned 1864		$74,778
Premiums received during the year ending 31st December, 1865. On Fire Risks	$195,125 27	
On Marine Risks	38,825 05	
On River Risks	67,692 41	
		301,641 73
Total Premiums		$376,414 73
Less Premiums unearned 31st Dec., 1865	$93,384 00	
Return Premiums	3,384 67	
		96,668 67
Net earned Premiums		$279,746 06
Losses:—On Fire Risks	$54,429 00	
On Marine Risks	39,634 65	
On River Risks	51,744 19	
	$126,788 13	
Taxes	13,170 19	
Reinsurance	5,830 00	
General Expenses, less interest accounts	16,471 77	
Interest on Scrips	21,908 00	
		186,731 97
Net Profit		$93,014 09
The Company have the following assets: Bills receivable for Premiums	$6,505 98	
Notes secured by Pledge and Mortgage	113,548 38	
Due for Premiums in course of collection	73,076 71	
Gas Light Co. Stock, Louisiana State, City and other Bonds	161,000 00	
Scrips of sundry Mutual Insurance Companies	102,000 00	
Real Estate	26,314 45	
Cash on hand	77,065 67	
		$560,208 [illegible]
Less: Unclaimed Interest on Scrips	6,668 20	
Interest payable on outstanding Scrips	21,936 00	
Claims unsettled	13,300 00	
		41,000 00

STATE OF LOUISIANA, Parish of New Orleans, City of New Orleans.

Be it remembered that on this day, the 9th of January, 1866, before me, the undersigned, a Notary Public, in and for the parish aforesaid, personally appeared JULES TUYES, President, and J. W. HINCKS, Secretary, of the NEW ORLEANS MUTUAL INSURANCE COMPANY, of New Orleans, who being duly sworn according to law, did depose and say that the above statement is just and true, and a correct transcript from the books of the Company.

J. TUYES, President.

J. W. HINCKS, Secretary.

Sworn to and subscribed before me, this 9th day of January 1866.

P. CHAS. CUVELLIER, Notary Public.

The Board of Directors have resolved to declare a Scrip Dividend of Thirty per cent, on the net earned premiums of the Company, for the year ending 31st December, 1865, for which certificates will be issued on and after the 2d day of April next.

The interest, of six per cent. due, on the outstanding certificates of profits, will be paid to the holders thereof, or their legal representatives on and after the second Monday of March.

—DIRECTORS:—

A. Rocheraux, J. M. Caballero, G. W. Babcock, Wm. Steven, George Urquhart, Joseph Deynoodt, J. A. White, Charles Lafitte, W. F. Vredenburg, J. M. Lapeyre, T. Bailly Blanchard Jr., Jules Tuyes.

jan16 3m

MISCHE & CO.,

(Successor to Barrett & Huber.)

WHOLESALE DEALERS IN WINES LIQUORS AND CORDIALS.

71 POYDRAS STREET.

HAVE constantly on hand a very large assortment of Wines, Liquors and Cordials, imported and domestic, which we recommend to Merchants and Dealers, at the very lowest prices.

Country orders promptly attended to. fe26 6m

Carpetings, Curtains Mattings, &c

WE have lately received a handsome assortment of CURTAIN MATERIALS, such as Satin de Laine, Reps, Worsted Damasks, and Lace Curtains of all qualities. Loops, Gimps, Cornices, Bands, Pins, &c. Also, CARPETINGS of all kinds and qualities, FLOOR OIL CLOTHS, MATTINGS, and all articles in our line, which we offer at greatly reduced prices.

A. BROUSSEAU & CO.

[illegible]

JUDICIAL SALES.

Mrs. Widow de St. Romes, vs. Mrs. Widow Fanny Blanc & als., (fifa against P. E. Wiltz and J. V. Catalogne.)

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—No. 19,471.—By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Honorable the Second District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on TUESDAY, the Twenty-eighth day of August, 1866, at 12 o'clock, M., the following described property, viz:—

1. TWELVE LOTS OF GROUND situated in the Montreuil District, Faubourg Washington, Third District, in this city, designated by the Nos. 1 to 12 inclusive, in the square bounded by Desiree, Piety, Girod and St. John the Baptiste streets, according to the private plan drawn by J. A. Fueyo, late Surveyor, dated 20th September, 1844, and deposited in the office of C. V. Foulon, notary public, in this city, according to said plan; said lots of ground measure, in English measure each, 28 feet 5 inches front on said Desiree street, the same measurement on the rear line, by a depth of 120 feet on both sides between parallel lines. Lot No. 1 forming the corner of Desiree and Girod streets, and of No 12 forming the corner of Desiree and St. John the Baptiste streets.

2. FOUR LOTS OF GROUND contiguous to each other, situated in the Faubourg St. John, a short distance from the Bayou St. John, in the former First Municipality, now Second District of this city, designated as lots Nos. One and Two, on a plan drawn on the 28th November, 1850, by Adolphe Knell, architect, &c., and deposited in the office of Joseph Lisbony, late a notary public in this city, according to which plan said two lots of ground measure, in American measure, as follows: Lot No. 1, forming the corner of Washington and Second streets measures 31 feet front on Washington street, by 127 feet 6 inches and 5 lines in depth and front on Second street, and the same depth on the other line separating it from lot No. 2, hereinafter described, and 31 feet on the rear line, and lot No. 2 measures 31 feet front on Washington street, the same measure on the rear line, and 127 feet 10 inches and 5 lines in depth on both sides.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

HARRY T. HAYS, Sheriff of the Parish of Orleans.

jy27 aug4 13 21 28

Bertrand Saloy vs. Charles Seuzeneau.

SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS No. 18,349.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Sixth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on TUESDAY, the 11th day of September, 1866, at 12 o'clock, M., the following described property, viz:—

1. A LOT OF GROUND situated in the Faubourg Washington, in the Third District of this city, designated by the No. Seven, of square No. seven, bounded by Piety, Love, Louisa and Goodchildren streets, measuring thirty-two feet eight inches front on Piety street, by one hundred and ten feet in depth, between parallel lines, according to a plan made by Girona, architect, on the 14th December, 1846, and deposited as plan No. Thirty-five of book of plans No. Five, in the office of L. T. Caire, then a notary public in this city.

2. A LOT OF GROUND in the same square, designated by the No. 6 on the plan above referred to, measuring thirty two feet eight inches front on Piety street, by one hundred and ten feet deep, between parallel lines.

3. TWO LOTS OF GROUND situated in the same square, designated by the Nos. Eight and Nine, adjoining each other and measuring as follows: lot No. Eight, thirty-two feet eight inches front on Piety street, by one hundred and ten feet deep. Lot No. Nine, thirty-two feet seven inches front on Piety street, by one hundred and ten feet deep.

Together with the use and privilege of two alleys for the use of said lots and others.

Together with all the buildings and improvements on said lots.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

HARRY T. HAYS, Sheriff of the Parish of Orleans.

aug11 20 29 sep4 11

Joseph Bazanac vs. Theophile Bertrand and John Hewlett, Jr.

SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS. No. 18,319.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Sixth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on TUESDAY, the 11th day of September, 1866, at 12 o'clock, M., the following described property, viz:

A LOT OF GROUND, situated in the Suburb Treme, Second District of this city, at the northern corner of Dumaine and Treme streets, [illegible]

Together with all the buildings and improvements thereon, [illegible]

Being the same property which the defendants acquired by purchase from Jules Eugene Pinard as per act passed before Abel Dreyfous, notary public in this city, dated May 1st, 1858.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

HARRY T. HAYS, Sheriff of the Parish of Orleans.

aug11 20 29 sep4 11

Citizens' Bank of Louisiana vs. Pierre Jean Aromi.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS. No. 27,137.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Second District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on SATURDAY, the 29th day of September, 1866, at 12 o'clock, M., the following described property, viz:

TWO LOTS OF GROUND situated in the suburb Washington in the Third District of this city, in the square bounded by Levee, Elmire, Moreau and Congress streets, designated by the Nos. One and Two, on a plan drawn by J. A. Fueyo, surveyor, on the 19th of March, 1844, [illegible]

LOT NO. ONE, [illegible]

Together with thirty (30) shares of the capital stock of the Citizens' Bank of Louisiana, secured by mortgage on said property.

LOT NO. TWO, [illegible]

Together with thirty (30) shares of the capital stock of the Citizens' Bank of Louisiana, secured by mortgage on said property.

Together with all the buildings and improvements on said two lots of ground and all the rights to the batture in front of said property.

Being the same property acquired by the defendant, by purchase, from Joseph Marrero per act passed before Ad. Boudousquié, notary public in this city, on the 8th day of April 1855.

Seized in the above suit.

Terms—The purchaser to furnish two stock notes in favor of the Citizens' Bank of Louisiana, each for the sum of six hundred and seventy two dollars ($672) payable respectively on the 1st day of December, 1866, fixed or renewable according to the provisions of the charter of said Bank. [illegible]

HARRY T. HAYS, Sheriff of the Parish of Orleans.

aug7 16 24 sep1 8

William Cleary vs. Elizabeth Ann Smith and Peter F. Smith, her husband.

FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—No. 16,195.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Fifth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the premises hereinafter designated, on WEDNESDAY, the twelfth day of September, 1866, at 5 o'clock, P. M.:

The FIXTURES of the Drug Store situated at the corner of Rampart and Derbigny streets, in the Second District of this city.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

HARRY T. HAYS, Sheriff of the Parish of Orleans.

aug21 31 sep4 8 12

LEGAL NOTICES.

Succession of Jean P. Smith.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—Whereas Jean Tomas Poison has petitioned the Court for letters of administration on the estate of the late Jean Pierre Smith, deceased intestate. Notice is hereby given to all whom it may concern, to show cause within ten days, why the prayer of the said petitioner should not be granted.

By order of the Court. A. J. VILLERE, Deputy Clerk.

aug21 26 28

Succession of John L. Henderson.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—No. 25,550.—Notice is hereby given to the creditors of this estate and to all other persons herein interested, to show cause within ten days from the present notification (if any they have or can) why the account presented by the administrator of this estate should not be homologated and approved, and the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court. A. J. VILLERE, Deputy Clerk.

aug21 26 28

Successions of Ely Foubéné and of Jeanne Durand, his wife—Nos. 18,918 and 11,126.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—Notice is hereby given to the Creditors of this estate and to all other persons herein interested to show cause within ten days from the present notification (if any, they have or can) why the account presented by the administrator of this estate should not be homologated and approved, the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court. A. J. VILLERE, Deputy Clerk.

aug21 26 28

Succession of Joseph Rienke.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 13,348—Notice is hereby given to the creditors of this Estate and to all other persons herein interested to show cause within ten days from the present notification, (if any they have or can) why the account presented by the testamentary executor of this Estate should not be homologated and approved, the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court. A. J. VILLERE, Deputy Clerk.

aug21 26 28

THE STATE OF LOUISIANA, FOURTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify that on the 6th day of August, 1866, Judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit:

No. 17,616.—Margaret Dunn, wife of Bertrand Dufour, vs. her Husband.—By consent of parties, this case was this day taken up and submitted to the Court for adjudication on the evidence on file; when the Court considering the law, evidence and pleadings to be in favor of plaintiff: It is ordered, adjudged and decreed that there be judgment in favor of the plaintiff decreeing a separation of property between the parties, that said plaintiff be authorized and empowered to transact and manage her property separate from her husband; that she do have and recover of her said husband, Bertrand Dufour, the sum of one thousand dollars, with legal interest from judicial demand and costs of suit, and with the privilege granted by law for dotal rights.

Judgment signed 8th August, 1866.

(Signed) PAUL E. THEARD, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the Seal of the said Court, at the City of New Orleans, on this 8th day of August, in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-six and the ninety-first year of the Independence of the United States.

(Signed) JOHN M. COONEY, Deputy Clerk.

aug10 3t

CONSTABLE'S SALE.

P. LeBlanc, Agent, vs. Mrs. Harriet Wilson.

SECOND JUSTICE COURT—PARISH OF ORLEANS.—No. 57.—By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Hon. G. H. Braughn, Second Justice of the Peace, I will proceed to sell at public auction, at my office, corner of Commercial Place and St. Charles street, on THURSDAY, the 6th day of September, 1866, at 2 o'clock P. M.—

One Lot of Household Furniture.

Seized in the above suit, as per inventory on file in my office.

Terms—Cash, in U. S. Treasury Notes.

JOHN C. KUZAC, Constable Second Justice Court.

aug25 31 se6

The Mechanics' and Agricultural FAIR ASSOCIATION OF LOUISIANA.

AT a special meeting of the Board of Directors, held at the Mechanics' Institute on the 12th instant, it was unanimously resolved that the first Grand Fair of this Association shall be held at the Fair Grounds, city of New Orleans, commencing on the TWENTIETH OF NOVEMBER ensuing.

Inventors, manufacturers, agriculturists, stock-raisers and others, from any portion of the United States, desirous of being represented in this Industrial Exhibition, can obtain full information by addressing the officers of the Association.

LUTHER HOMES, Secretary and Treas.

I. N. MARKS, President.

G. H. SLOCOMB, Chairman of the Committee on Fair Grounds.

[illegible]

PETER TOTANS, 89 Fulton street, N. Y.

DEALER in Ivory. Has constantly on hand a large Stock of Billiard Balls of every size. Cloth, Cues and Trimmings, and everything appertaining to the billiard business, Martingale Rings, (Checks, Keno) Canes and Cane Handles, and Ivory in general. All orders promptly attended to at 89 Fulton street, New York, or at Factory, corner Sydam street and Myrtle Avenue, Brooklyn, New York.

Paris Universal Exhibition—1867.

NOTICE.

HAVING been appointed by his Excellency Gov. Wells, Agent and Commissioner to represent the interest of the State of Louisiana at the UNIVERSAL EXHIBITION at Paris, in 1867, I respectfully inform all residents of this State desirous of exhibiting Machinery or Produce, etc., at the above Exposition, that I will impart all information within my reach, and facilitate the forwarding of packages to the place of destination, if addressed on the subject through Postoffice box 619, New Orleans.

EDWARD GOTTHEIL, Agent and Representative Paris Universal Exposition, 1867.

jy6 tf

AUCTION SALES.

G. DE FERIET'S SALES.

Succession of A. P. Avegno—No. 18,813.—Valuable Building Lots in the Second District of this City and fronting on Toulouse, Burgundy and St. Peter streets

BY G. de FERIET, Auctioneer.

Office, No. 42 Royal street.

SATURDAY, September 8th, 1866, at noon, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, will be sold at public auction, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated the 2d June 1866 the following described property belonging to said succession, viz:

1. FOUR LOTS OF GROUND, in the Second District of this City, in the square bounded by Toulouse, Dauphin, St. Peter and Burgundy streets, designated by the Nos. 7, 8, 9 and 10.

Lot No. 7 measures 32 feet 3 inches and 5 lines front on St Peter street, by 103 feet 10 inches and 6 lines in depth.

Lot No. 8, adjoining lot No. 7, measures 47 feet 1 inch and 2 lines front on St. Peter street, by 128 feet 2 inches in depth.

Lots Nos. 9 and 10 adjoin each other, and measure each 32 feet 3 inches and 4 lines on Burgundy street, by 95 feet 11 inches in depth.

2. A VACANT LOT OF GROUND, situated in the Third District of this city, designated by the number six, in the square number twenty-one, bounded by Rousselin, Dorgenois, d'Abadie and Abbey streets, having thirty-one feet seven inches front on Rousselin street, by one hundred and four feet 11 inches and four lines in depth, according to a plan made by J. A. Fueyo, on the 21 of May, 1849.

Terms—One third cash, and the balance on a credit of one and two years, in notes of the purchasers, secured by special mortgage, and bearing six per cent interest per annum from date to maturity and eight per cent. thereafter until final payment; the said notes to be divided in coupons to suit the purchasers.

Act of sale, including U. S. Internal Revenue Stamps, before Charles Stringer, Notary Public at purchasers' expense.

aug15 13 to 21 sept 8

S. GUINAULT'S SALES.

Succession of Mrs. Mary Ann Hurley—No. 27,131.

By S. GUINAULT, Auctioneer.

Office—Bienville street and Exchange Alley.

ON SATURDAY, 15th September, 1866, will be sold at 12 o'clock m., at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated 9th August, 1866, the hereinafter described property, to wit:

A LOT OF GROUND situated in the Third District of this city, in square bounded by Frenchmen, Good, Pauger, Elysian Fields and Marigny streets, measuring 32 feet front on Frenchmen street, by 127 feet 11 inches in depth. Together with a frame house No. 112, having four rooms, gallery and two closets, a fine kitchen and well, cistern, privy, etc., and fruit trees in the yard.

Plan to be exhibited at the Exchange.

Terms—Cash.

Act of sale before W. J. Castel, notary public, at the expense of the purchaser, including the U. S. Revenue Stamps.

aug15 21 30 sept 15

United States Marshal's Monitions.

Calman Wolf vs. the British Schooner Emma, her Tackle, Apparel and Furniture.

IN THE UNITED STATES DISTRICT COURT for the Eastern District of Louisiana—No. 8,521—In obedience to an Admiralty warrant, to me directed in the above entitled suit, I have seized and taken into my possession the British Schooner EMMA, her Tackle, Apparel and Furniture, now libelled by Calman Wolf, for the causes set forth in the libel now pending in the District Court of the United States. And I do hereby cite and admonish the owners, and all and every person or persons having, or pretending to have any right, title or interest in or to the same to be and appear at a District Court of the United States, for the District aforesaid, to be holden at the city of New Orleans, on or before the third MONDAY from the date hereof, to show cause, if any they have or can why the said Schooner, her Tackle, &c. should not be condemned and be sold agreeably to the prayer of libellant.

United States Marshal's Office, New Orleans, 28th day of August, 1866.

CUTHBERT BULLITT, United States Marshal.

aug28 sep4 11 18

United States vs. 35 Barrels Rum.

IN THE UNITED STATES DISTRICT COURT, FOR THE EASTERN DISTRICT OF LOUISIANA, No 8,5[illegible]—In obedience to an Admiralty Warrant, to me directed in the above entitled suit, I have seized and taken into my possession [illegible]

CUTHBERT BULLITT, U. S. Marshal.

aug21 28 sep4

United States Marshal's Monition.

United States vs. British Bark Maria and 10 octaves of Absynth.

IN THE UNITED STATES DISTRICT COURT FOR THE EASTERN DISTRICT OF LOUISIANA—No. 8,529—In obedience to an Admiralty warrant, to me directed in the above entitled suit, I have seized and taken into my possession the British bark MARIA, her Tackle, Apparel and Furniture, [illegible]

CUTHBERT BULLITT, U. S. Marshal.

aug18 25 sep1 8

UNION INSURANCE COMP'Y OF NEW ORLEANS

NINTH ANNUAL STATEMENT of the Union Insurance Company, published as required by law and their Charter.

Amount of premiums received during the year ending April 30th, 1866.

Premiums on Fire Risks	$122,307 34	
River	51,721 16	
Marine	50,556 73	
		262,657 43
Less Return Premiums		2,455 64
		260,222 44
Unearned Premiums April 30th, 1865		32,271 3[illegible]
		$292,500 74
Paid Losses during the year via: Fire Losses	$33,615 79	
River Losses	26,378 42	
Marine Losses	25,474 43	
Total Losses	$85,236 68	
Reinsurance	7,616 30	
Expenses, Interest on Scrip and Profit and Loss account, less Discount and Interest Account	74,391 25	
Taxes and Internal Revenue	7,054 72	
Fifteen per cent Returned	38,924 37	
Reserved for unterminated Risks	39,647 12	250,871 44
Net Profits		$41,629 30

The Assets of the Company are:

Capital Stock Notes	$128,129 30
Loans secured by Mortgage	8,756 66
Loans secured by Pledge	47,850 12
Bills Receivable for Premiums	39,305 37
Stocks, Bonds and other securities	125,998 83
Cash	61,724 43
Individual accounts for premiums	39,976 37
Real Estate	19,507 73
	$438,390 31

The above statement is a correct transcript from the books of the Company.

A. CHIAPELLA, President.

J. M. CRAWFORD, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, PARISH OF ORLEANS, City of New Orleans. Sworn to and subscribed before me, this Ninth day of May, 1866. S. MAGNER, Notary Public.

The Board of Directors have declared a dividend to the Stockholders of Sixteen 33-100 Dollars per share. Said dividend to be placed to the credit of unpaid Stock account. They have further resolved to pay Six per cent. interest on the outstanding certificates of Scrip, to the holders thereof, on and after Monday, 14th inst.

The Company continue to insure against the perils of the seas, rivers and loss or damage by fire, at the current rates of premium, and return Twenty per cent. cash to parties insuring.

—DIRECTORS—

J. H. Elmer, L. F. Generes, A. Chiapella, R. W. Ogden, R. W. Adams, W. B. Schmidt, G. Kohn, J. J. Fernandez, J. A. Seignouret, A. Contin, Jno. J. Adams, J. Goldstein, Victor Burthe, C. Blanchin, S. Saloy.

my18 1y

Citizens' Mutual Insurance COMPANY.

OFFICE, No. 3 CARONDELET STREET, New Orleans, December 1, 1865.

In conformity with the requirements of their charter the Company publish the following statement:

Amount of premiums received for the year ending November 30, 1865		$220,611 50
To wit: Fire Premiums	$142,506 5	
Marine Premiums	54,783 42	
River Premiums	23,232 43	
Less Unterminated Premiums	20,383 00	
Returned Premiums	1,278 88	— 20,661 88
Entered Premiums		$199,949 66
Losses paid, viz: On Fire Risks	$38,216 57	
On Marine Risks	31,158 17	
On River Risks	16,738 73	
	$86,113 46	
Reinsurance	8,744 82	
Fifteen Per Cent. Returns	10,754 54	
United States, State and City Taxes and Licenses	10,073 82	
Add Expenses, Profit and Loss, Interest on Scrip less Discount and Interest	25,702 70	—142,389 34
Net Earned Participating Premiums		$48,559

The Company have the following Assets, viz:

Due for Premium in course of collection	$61,684 19
Bills Receivable for Premiums	27,287 80
Invested in Railroad Stocks	35,311 00
Invested in Bank Stocks	71,451 00
Invested in Scrips of Mutual Insurance Companies	73,522 00
Loans on Pledge	10,427 79
Loans on Mortgage	15,387 45
Cash on hand	29,988 02
	$321,224 64

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

O. GAILLARD, President.

H. CASTAREDE, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans. Sworn to and subscribed before me this 19th day of December, 1865. SAMUEL MEYERS, Second Justice of the Peace in and for the Parish of Orleans.

The Board of Trustees have resolved to pay Six Per Cent. Interest on the outstanding Certificates of Scrip on and after the 9th day of February, 1866, and have further declared a Scrip Dividend of Twenty five Per Cent. on the Net Earned Participating Premiums for the year ending 30th November, 1865, for which certificates will be issued on and after the second Monday in February next.

TRUSTEES:

J Lorber, J Lemore, D'que Bouligny, A H D'Meza, John Gauche, Omer Gaillard, Ar Miltenberger, J A Stauss, T Avendano, A Bidault, A Marquez, Jas A White, A Verloin DeGray.

dec27 tf

PRIVATE DISEASES.

MR. E. GAUDOZ, Druggist, from Paris, informs the public that he has returned from France, and can be consulted, daily, at his Drug Store, corner Conti and Burgundy streets, where he attends, as heretofore, to the treatment of Chronic, Private and Cutaneous Diseases. The most dangerous cases of Syphilis Ulcers, Sores, Eczema, Eruptions, Pimples, Itching, Rosy Drops, Speckles, Chronic Gonorrhea, Gleets, Orchitis, Chlorosis, the Whites, and all diseases of the Genito Urinary organs, of both sexes, are most successfully treated. Consultation hours, from 9 o'clock, A. M., to 3 P. M.

Dr. Ricord's Opiat and Injection.

THESE above Preparations are the only ones used by Dr. Ricord for the rapid cure of Gonorrhea and Gleet. For sale by E. GAUDOZ, corner Conti and Burgundy sts.

J. A. CASADAVANT, SURGEON DENTIST

NO. 196 CANAL STREET.

BETWEEN BURGUNDY AND RAMPART STS

HE continues to perform all operations in Dental Surgery in the most scientific manner. Consultations in French, Spanish and English.

Removal.

THE office of the New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad has been removed to No. 89 Canal street, near Old Levee street.

GEO. W. SQUIRES, Secretary.

NOTICE.

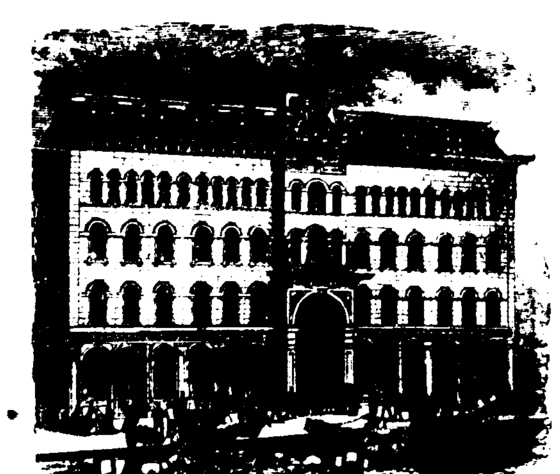
Bank of Louisiana, New Orleans, 21st June, 1866.

IN consequence of an arrangement made with the Bank of America, for the occupation of a part of this Banking-House, all persons having Bank Boxes or Special Deposits of any kind in its vaults, are requested to withdraw them immediately, otherwise it will be necessary to have them removed to the vaults of the Branch of the United States mint at the risk of the owners.

JNO. B. LEVERICH, Cashier.

CROSBY OPERA HOUSE

ART ASSOCIATION.



PROSPECTUS.

IN the Spring of 1865, Mr. U. H. CROSBY completed his magnificent OPERA HOUSE, at a cost of $600,000. Owing to the great excess of this expenditure over the original estimates resulting from the enhanced value of materials and labor during the war, from modifications and improvements suggested in the progress of the work, which were necessary to perfect his design, and from other unforeseen causes which it is unnecessary to state, Mr. Crosby became financially embarrassed and only succeeded in his purpose of giving to Chicago this noble work of art at the sacrifice of his fortune.

This reverse having made the sale of the property necessary, the friends of Art in this and Eastern cities have urged the idea of making its disposal the basis of a National Distribution of Paintings and Engravings upon the Art Union plan. The suggestion met with the approval of gentlemen of prominence in business circles here, and led to the co-operation of a number of the leading citizens of Chicago, of a large fund for the institution of the OPERA HOUSE ART ASSOCIATION, the object of which is to be the realization of the original cost of the Opera House only, by the sale of certificates of membership and the distribution to the holders of the Opera House and a large collection of Paintings, Engravings, &c., as the award of premiums among the holders of the certificates.

In acquiescence with this suggestion, THE CROSBY OPERA HOUSE ART ASSOCIATION has been formed upon the following plan:

There will be issued two hundred and ten thousand certificates at $5 each, numbering from 1 to 210,000 inclusive, WHICH ENTITLE THE HOLDER TO RECEIVE ONE OR MORE OF THE FIRST CLASS STEEL ENGRAVINGS HEREINAFTER DESCRIBED, A SHARE IN THE AWARD OF PREMIUMS, and free admission to the Galleries of the Association until the award takes place.

THE ASSOCIATION WILL, ON THE FIRST OF OCTOBER NEXT, AWARD ITS THREE HUNDRED AND TWO PREMIUMS TO MEMBERS.

FIRST PREMIUM:

THE CROSBY OPERA HOUSE!

—AND—

THE LOT UPON WHICH IT STANDS.

Fronting 140 by 180 feet on Washington street, Chicago—one of the finest buildings in America—erected at a cost of $600,000, and now yielding, exclusive of the Opera House proper, a yearly rental of $30,000—together with all its Splendid Stage Scenery, Machinery, Furniture, Fixtures and Accessories.

ADDITIONAL PREMIUMS.

THREE HUNDRED PAINTINGS!

INCLUDING, AMONGST OTHERS OF GREAT VALUE, BIERSTADT'S GREAT WORK, "THE YO SEMITE VALLEY," WORTH $20,000.

For Full List of Paintings, SEE CATALOGUE.

THE SUBSCRIPTION BOOKS WILL CLOSE ON SATURDAY, THE 22d OF SEPTEMBER, 1866.

And on the 1st of OCTOBER following the award of Premiums will be publicly made at the Opera House.

DETAILS OF THE DRAWING.

The Subscription Books, on being closed, will be placed in the hands of the following gentlemen, who have kindly consented to act as the Chicago Members of the Committee to conduct the award of Premiums:

WM. F. COOLBAUGH, Pres't Union Nat. Bank.
AMOS T. HALL, Treasurer C. B. & Q. R. R.
F. G. HALL, Hall, Kimbark & Co.
CLINTON BRIGGS, Ewing, Briggs & Co.
J. C. DORE, President of the Board of Trade.
JAS. H. BOWEN, Pres't Third National Bank.
JAS. C. FARGO, Agent American Express.
FRANCIS A. HOFFMAN, Ex Lieut Governor.
I. Y. MUNN, Munn & Scott, Elevator.
J. A. ELLIS, Pres: Second National Bank.

These gentlemen, together with such others from different parts of the country as they may add to their number for the purpose of fairly representing the shareholders at large, will have the

SOLE MANAGEMENT OF THE AWARD.

ALL ITS DETAILS WILL BE ARRANGED AND EXECUTED BY THEM.

The Plan of the Award Adopted is the following:

Two hundred and ten thousand numbers, representing the certificates issued, will be placed in one wheel, and three hundred and two tickets, inscribed with the names of the premiums, (to-wit: the Opera House, three hundred Paintings, and the Bust of Lincoln) will be placed in another. From these wheels a number and a premium will be drawn at the same time, and the number drawn will take the premium drawn with it.

The Premiums will be ready for delivery immediately upon the result of the award being known; and the person by whom the First Premium is drawn will receive a Conveyance in Fee of an Unincumbered Title to the Crosby Opera House subject only to the existing leases the rents to accrue to the person to whom the property shall be awarded from the day upon which the drawing takes place. Information relative to the Title and legal arrangements will be furnished on application at the Real Estate office of Messrs. Reese & Ayres, Chicago.

Certificates, Five Dollars.

The Purchaser of a Certificate will receive with it either one of the following beautiful Steel Engravings "The Little Wanderer," or "Gathering Apples," which at publishers' rates are worth the price of the Certificates.

Subscribers for two or more Certificates will receive Engravings worth the amount of the Certificates taken. For Engravings issued to these

SEE PROSPECTUS.

CHICAGO, ILL., June 1st, 1866.

U. H. CROSBY, Esq.

DEAR SIR:—We have been pleased to learn that you have decided to adopt the "Art Union" principle in the disposition of your Opera House.

While we should be glad to know of your success in such an enterprise under any circumstances, it would add greatly to our gratification to reflect that in accomplishing your own wishes you had given additional impetus to the development of esthetic taste amongst us, that this would be only the natural result of the distribution, as proposed, of a large number of first-class paintings and engravings, we have no doubt and we congratulate the public upon this fact, as well as upon the noble investment which you possess in your own well established integrity which assures the public that the enterprise will be fairly and honorably conducted.

With every wish that you may succeed, we are, dear sir, yours very truly.

E. B. McCAGG.
W. F. COLBAUGH, Pres't Union National Bank.
S. B. COBB.
HIRAM WHEELER, Wheeler Munger & Co., Elev'r.
THOS CHURCH.
J. A. ELLIS, Pres't Second National Bank.
A. W. MACK, Ed. and Prop. Chicago Republican.
AMOS T. HALL, Treasurer C. B. & Q. R. R.
MAHLON D. OGDEN, Ogden, Fleetwood & Co.
I. Y. MUNN, Munn & Scott, Elevator.
JEROME BEECHER.
WESLEY MUNGER, Munger, Wheeler & Co., Elev's.
E. H. HADDOCK.
E. I. TINKHAM, Cashier Second National Bank.
CHAS. L. WILSON, Ed. and Prop. Chicago Journal.
H. E. SARGENT, Gen. Freight Ag't M. C. R. R.
W. E. DOGGETT, Doggett, Bassett & Hills.
H. W. HINSDALE, Hinsdale, Sibley & Endicott.
S. D. KIMBARK, Hall, Kimbark & Co.
IRA HOLMES, Cashier Third National Bank.
E. W. L. PAXON, Paxon & Co.
A. O. BURLEY, Burley & Tyrrell.
NATHAN MEARS, Mears, Bates & Co.
CLINTON BRIGGS, Ewing, Briggs & Co.
JAMES H. BOWEN, Pres't Third National Bank.
CHAUNCY T. BOWEN, Bowen Brothers.
JAS. C. FARGO, Sup't American Express.
GEO. L. DUNLAP, Sup't Northwestern R. R.
N. K. FAIRBANK.
J. C. DORE, President of Board of Trade.
GEO. P. HEALY, Artist.
ELISHA S. WADSWORTH.
GEO. S. BOWEN, Bowen Brothers.
W. F. STOREY, Ed. and Prop. Chicago Times.
PERRY H. SMITH, Vice Pres't Northwestern R. R.
C. M. HENDERSON, C. M. Henderson & Co.
H. H. MAGIE.
F. C. SHERMAN, Ex Mayor.
PHILIP WADSWORTH, P. Wadsworth & Co.
L. Z. LEITER, Field, Palmer & Leiter.
FRANCIS A. HOFFMAN, Ex-Lieut. Governor.
PETER PAGE, U. S. Assessor.
JULIUS S. RUMSEY, Ex Mayor.
DAVID A. GAGE, Sherman House.
CARL F. W. JUNGE, Cashier Mech. National Bank.
A. C. HESSING, Editor Staats Zeitung.

NOTICE.—In ordering Certificates please name Engraving desired, and if ordered, forwarded by mail, send 6 cents postage. Send Drafts, Postoffice Money Orders, or Greenbacks, with address of Town, County, and State, carefully written, as every Certificate is fully registered.

All orders for Certificates and communications should be addressed to

U. H. CROSBY, Actuary A. A.,

And directed either to 28 Crosby's Opera House, Chicago, Illinois, or, to 695 Broadway, New York.

aug2 3m tuaqtt

MISCELLANEOUS.

Disunion and Trade.

[From the Boston Post]

The success of the Philadelphia Convention is all the proof commercial interests require, to satisfy them that if self-seeking partisans and vindictive fanatics were once put aside and the political relations of the North and the South were renewed on the former basis of the Constitution, prosperity would follow at once to both sections of the country. [illegible] disquiet and uncertainty that makes this time chief for trade and commerce. The business season is just opened again and had the South been permitted its legal and loyal representation in Congress, had past differences been magnanimously made up, and noisy and mischievous men been silenced by the undesired closing of the chasm that yawns between the sections, it is now an assured fact that we should have been in Boston and New England on the threshold of a business whose dimensions one would now hardly dare estimate.

We consider it an imperative duty to dwell upon the meaning of the National Union Convention in its more strictly commercial interpretation. Our merchants and manufacturers would have been selling fourfold what they are now selling to the Southern States, were they satisfied that large cotton crops are sure to come out of the fields where they are produced; as in no other territorial belt on the civilized globe. But what hope could there be for a great application to agriculture in that section, when, in the first place its political peace was [illegible]. And how was cotton to be planted, picked, ginned and baled without the sustaining [illegible] which of course refused to venture [illegible] a country whose future is so uncertain? With good crops of cotton, the people of the South would have been able to replace the losses and devastations by a four years war. They would not have hesitated, with the proceeds of those crops in hand, to purchase largely of manufactured commodities which they must now submit to go without for some time longer. In consequence, their trade with us would have been wonderfully increased, to our own direct advantage as well as their own.

This is, we admit, the business view of the subject, but not therefore the low one which certain party packs find it convenient to urge whenever material considerations are discussed. We must live as a people or we may as well cease discussing constitutional issues; and in order to live, the channels of trade and commerce are to be kept unobstructed and a large a volume of industrial products as possible must be drawn into them to supply our wants. To choke those channels because of any alleged political views, is to put in jeopardy the substantial welfare of the whole country. Here is the South, come to Philadelphia, meeting us in good faith on a broad platform of unity. It openly signifies its desire to be restored to its practical relations in the Union. Now, if it could have had its earnest wish granted by Congress eight months ago, who doubts that industry would have revived ten and twenty-fold all over that section of the country by reason of the flow of capital thither? And then, having the means to buy with, the people of the Southern States would have opened a trade with the North which is now to be patiently waited for until sense and reason are restored along with a new Congress! A [illegible] business man would answer instantly that the poorest way to gain customers is to [illegible] them. We see that very argument [illegible] a general bankrupt law is discussed [illegible] covers the case; the poorest method of [illegible] ing debtors and enabling them to pay off their obligations is to deny them every chance to get their hands. Such men as the Stewarts and Astors, and Vanderbilts, of New York, of a larger views and from more liberal motives, they are ready to help the South by restoring them to their places in the Union, [illegible] the National Convention as a chance [illegible] and their capital will be found there and a peaceful relations with the North are permanently restored.

The expressed readiness of the South to perform its duty again in the Union leaves no reason for their room for interested partisans to push longer practical alienation of the sections. They disregard the interests of the entire country, by refusing to admit loyal representatives of every State in the Union to their seats in Congress. If it were not for the continuance of this agitation, when all should be quiet, our New England trade with the South would be very large indeed at the present time. But a faction of designing and mischievous politicians must in the way—prevent these practices as [illegible] the peace and security of the South are [illegible] up the breach which has been kept open far longer than necessity demanded [illegible] citizens of one country again and we shall have a prosperity which may be fatally delayed under the destructive policy to which we have been too willing to commit ourselves. There must be a speedy change in this course, or the results will be such as will cause us lasting but unavailing regret.

A New Remedy in Insanity and Other Diseases.

Doctor S. Newington tells us, in the London Lancet, that while staying at Matlock Bath he was induced to try the effects of being wrapped up in cloths steeped with mustard water and applied to the entire legs and lower part of the abdomen. After the removal of a wet towel, which had been applied around the head and was very uncomfortable, he began to experience the most soothing effects, and gradually passed into a dreamy, semi-conscious state, which lasted during the half hour he was under treatment. On getting up he felt very lively and joyous, the liveliness lasting the whole day, and for twenty-four hours there remained a pleasant tingling sensation in the legs which were affected in the same way that the feet are. It now occurred to Dr. Newington to try this kind of application might be serviceable in certain cases of insanity, and on his return home he set about making experiments to test its value. On retiring to rest he caused to be mixed up together ten parts of linseed meal and one of powdered mustard, and made into a paste, which was spread upon a piece of thin paper large enough to cover the abdomen, a piece of fine muslin being interposed to keep the skin clean. In a short time he fell into a profound sleep, which lasted till eight in the morning, and then he was with difficulty aroused by persons about him. He was able to speak or move, and a medical attendant who was sent for, pronounced him to be in a state of stupor from some narcotic. Of the administration of some stimulants he was in a few hours.

Another form in which he tried the mustard was as follows: Two handsful of mustard seeds are to be tied in a cloth, which is to be placed in hot water, and then squeezed in the hand until the strength of the mustard has been extracted; a thick towell, long enough to go round the loins, is then wrung out of the emulsion, wrapped round the body and covered with a large piece of mackintosh. A patient suffering from acute mania, or raving madness, was treated in this way with the greatest success. In two hours after the application he slept, which gave him health to the inmost, and he came to [illegible]. From being restless, sleepless and refusing food, he became tranquil, fell into a conscious state, and afterwards [illegible] regularly, and in a short time he was perfectly recovered. A third form in which this alternative treatment may be applied is a mustard bath; in other words, an ordinary warm bath to which have been thrown some handfuls of bruised crude mustard. In one case of a lady so treated, who had had during the previous year attacks of violent mania, each lasting for several six weeks, escaped any return of the disorder for twenty two weeks. The bath was used once every twelve hours for half an hour at a time, during a period of ten weeks, so that the skin was kept in a constant state of redness. Other cases of a more violent form were reported, in which sleep and beginning convalescence followed the use of the bath. It half an hour a duration, continued for eight days. In using the mustard bath it is necessary to protect certain parts with a folded dry towel. The bath ought, if possible, to be near the bed.

THE WIFE.—Only let a woman be sure that she is precious to her husband—not useful, not valuable, not convenient, simply, but lovely and beloved, let her be the recipient of his polite, hearty attentions, let her feel that her care and love are noticed, appreciated and returned; let her opinion be asked, her approval sought, and her judgment respected in matters of which he is cognizant; in short, let her only be loved, honored and cherished, in fulfillment of the marriage vow, and she will be to her husband, her children, and society a well-spring of pleasure. She will bear pain, and toil, and anxiety, for her husband's love is to her a tower and fortress. Shielded and sheltered therein, adversity will have lost its sting. She may suffer, but sympathy will dull the edge of sorrow.

A house with love in it—and by love I mean love expressed in words, and looks, and deeds, for I have not one spark of faith in love that never crops out—is to a house without love as a person to a machine; one is love, the other is mechanism. The unloved woman may have bread just as light, a house just as tidy as the other, but the latter has a spring of beauty about her, a joyousness, an aggressive and penetrating and pervading brightness to which the former is a stranger. The deep happiness in her heart shines out in her face. She is a ray of sunlight in the house. She gleams over it. It is airy and gay, and graceful and warm, and welcoming with her presence; she is full of devices and plots, and sweet surprises for her husband and family; she has never done with the romance of life; she, herself, is a lyric poem, setting herself to all pure and gracious melodies. Humble household ways and duties have for her a golden significance. The prize made her calling high, and the end matches the means. "Love is heaven, and heaven is love."

How the Resolution in Regard to Slavery was Inserted in the Philadelphia Platform.

Some idea may be formed of the sincerity of the Southern delegates in their action in the Philadelphia Convention by an incident which took place in preparing the declaration of principles. The seventh specification, declaring that "slavery is abolished and forever prohibited, and there is neither desire nor purpose on the part of the Southern States that it should ever be re-established upon the soil or within the jurisdiction of the United States, and the enfranchised slaves in all the States of the Union should receive, in common with all their inhabitants, equal protection in every right of person and property," was incorporated in the platform at the special request of the delegates from the State of Mississippi. They brought it forward, and insisted that it should be one of the planks in the platform. This is an important fact, and shows the earnestness of those men in the movement, and their intention to abide by the results of the war, and to accept its verdicts as binding upon themselves.—Washington Correspondence New York Herald.

The Late Lieut. Guillett.

Editor N. O. Bee—A correspondent at Columbus, Georgia, furnishes me with the following copy of an inscription on the tomb of Lieut. Guillett, of the 20th La. Vol. C. S. A.:

"Adjutant S. Isidore Guillett, who fell in the defense of this city on the eve of the memorable Sunday night, April 16th, 1865. Never breathed there a more gallant soldier, never did a more heroic, dauntless, chevalier spirit wing back to its maker than he whose noble remains now calmly rest within this tomb.

'Oh, what a shadow o'er thy soul was flung
When earth its dark mantle o'er thee flung.'"

The tomb was erected to his memory by a lady friend to whom Lieut. Guillett was devotedly attached. It will be remembered that the last fight of the war occurred at Columbus, Ga., April 16th, 1865, where only about two thousand troops, composed of militia, disabled and detailed men, under the command of Acting Brig Gen. Col. Leon Von Zinken, held Wilson's raiders, 20,000 strong, in check for over 24 hours. Lieut. G. was Adjutant to the Colonel commanding. He fell at the close of the action, and was the last officer killed, and probably the last martyr for the "Lost Cause."

I forward the above for the information of his friends in the city. It is well known he was the last of a good family, two of his brothers preceded him, dying as becomes soldiers, on the field of battle.

The Captain General of Cuba is causing the arrest and transportation of all criminals or notoriously bad characters, who have been twice or more times in jail, to the island of Fernando Po. It is being quietly and secretly done, but nevertheless, is being done.